

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1986 B 09849

Numéro SIREN : 334 735 438

Nom ou dénomination : SAINT GERMAIN AUDIT

Ce dépôt a été enregistré le 15/01/2018 sous le numéro de dépôt 4376

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 15-01-2018

N° DE DEPOT : 2018R004376

N° GESTION : 1986B09849

N° SIREN : 334735438

DENOMINATION : SAINT GERMAIN AUDIT

ADRESSE : 32 rue de Paradis 75010 Paris

DATE D'ACTE : 26-12-2017

TYPE D'ACTE : Décision de gérance

NATURE D'ACTE : Réduction du capital social

SARL au capital de 1.404.488 € • 32, rue de Paradis 75010 Paris
RCS Paris 334 735 438 • Identification CEE FR 52334735438
Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris
Tableau de l'ordre des experts-comptables de Paris
Téléphone 01 56 24 99 73 • Télécopie 01 56 24 99 72
www.saint-germain-audit.com



Procès-verbal des décisions de la Gérance en date du 26 décembre 2017

M. Frédéric Villiers-Moriamé, Gérant de la société SANT GERMAIN AUDIT, société à responsabilité limitée au capital de 1.404.488 €, dont le siège est sis 32, rue de Paradis 75010 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 334 735 438 (ci-après le « **Société** »),

Après avoir rappelé que l'assemblée générale extraordinaire des associés du 10 novembre 2017 (ci-après l'« **Assemblée Générale** »), a, notamment, décidé :

- d'annuler, avec effet rétroactif au 25 juillet 2017 les augmentations de capital décidées par l'assemblée du 25 juillet 2017 en quatrième, cinquième et sixième résolutions approuvant l'apport de 99,99% des parts de MARS AUDIT détenues par Monsieur Jean-Claude Sarfati rémunéré par l'émission de 152.249 parts sociale de SGA ayant eu pour conséquence d'augmenter le capital d'un montant de 152.249 euros, pour le porter à la somme de 702.244 euros, et en conséquence de l'annulation des résolutions 4 à 6, d'annuler la décision prise en huitième et neuvième résolutions par l'assemblée générale du 25 juillet 2017 d'augmenter le capital de 702.244 euros, par incorporation de la somme de 672.291 euros prélevée sur le poste « prime d'apport », et 29.953 euros prélevée sur le poste « réserve légale » et de procéder aux modifications statutaires y afférentes (« **Réduction de Capital 1** »),
- de réduire le capital social de la Société d'une somme de 30 000 euros, sous condition suspensive de la réalisation de la réduction de capital consécutive à l'annulation de l'apport, par voie de rachat de 30 000 parts sociales, coupon attaché, au prix unitaire d'environ 5,4157 euros (ci-après la « **Réduction de Capital 2** »),

a pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION **(Décisions portant sur la Réduction de Capital 1)**

Etant rappelé que (i) le procès-verbal de l'Assemblée Générale du 10 novembre 2017 a été déposé au greffe du Tribunal de commerce de Paris, le 22 novembre 2017 et (ii) qu'aucune opposition n'a été faite dans le délai légal par un créancier quelconque antérieur au dépôt dudit procès-verbal, le Gérant constate :

- la réalisation de la condition suspensive dont l'Assemblée Générale avait assorti sa décision de Réduction de Capital 1,
- la réalisation définitive de la réduction du capital social d'un montant total de 854 493 euros, portant le capital social d'un montant de 1.404.488 euros à 549.995 euros,
- l'annulation, en conséquence des 854 493 parts sociales.

Inregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-HYACINTHE
Le 28/12 2017 Dossier 2017 12928, référence 2017 A 07458
Enregistrement : 500 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Cinq cents Euros
Montant reçu : Cinq cents Euros
Le Contrôleur des finances publiques

Sophie GUIGNARD
Contrôleur des Finances Publiques

DEUXIEME DECISION
(Modification corrélative des statuts de la Société)

Le Gérant constate que l'article 9 des statuts de la Société est modifié ainsi qu'il suit :

« Le capital social est fixé à la somme de 549.995 euros, divisé en 549.995 parts sociales d'un euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées et réparties comme suit, compte tenu des annulations et des différentes cessions intervenues :

Mme Marie-Stéphanie Descotes-Genan	50.000 parts
Mme Virginie Rissel	25.000 parts
Mme Cécile Cognan-Bourdieu	5.000 parts
M. Philippe Jallet	50.000 parts
M. Frédéric Villiers-Mariamé	346.688 parts
Saint Germain Audit Holding	49.995 parts
Mars SARL	23.312 parts
Total	549.995 parts

[...] ».

Le reste de l'article 9 demeure inchangé.

Les deux derniers paragraphes de l'article 8 des statuts de la Société sont supprimés.

TROISIEME DECISION
(Décisions portant sur la Réduction de Capital 2)

Etant rappelé que :

- la Réduction de Capital 1 a été réalisée,
- le procès-verbal de l'Assemblée Générale du 10 novembre 2017 a été déposé au greffe du Tribunal de commerce de Paris, le 22 novembre 2017 et qu'aucune opposition n'a été faite dans le délai légal par un créancier quelconque antérieur au dépôt dudit procès-verbal,
- que la société MARS a notifié par lettre du 17 novembre 2017, sa volonté de céder l'intégralité des parts sociales, soit 23 312 parts sociales, qu'elle détient dans le capital social de la Société pour un montant total de 126 251 euros,

Le Gérant constate :

- la réalisation des conditions suspensives dont l'Assemblée Générale avait assorti sa décision de Réduction de Capital 2,
- la réalisation définitive de la réduction du capital social d'un montant total de 23 312 euros, portant le capital social d'un montant de 549.995 euros à 526.683 euros,
- l'annulation, en conséquence des 23 312 parts sociales.

QUATRIEME DECISION
(Modification corrélative des statuts de la Société)

Le Gérant décide :

- d'ajouter le paragraphe suivant à la fin de l'article 8 des statuts de la Société :

« Par décision du 26 décembre 2017, la Gérance a constaté la réalisation d'une réduction de capital d'un montant de 23 312 euros par voie de rachat de 23 312 parts sociales à la suite de la décision de réduction du capital social de l'assemblée tenue le 10 novembre 2017 ».

Le reste de l'article 8 demeure inchangé.



- de modifier l'article 9 des statuts de la Société ainsi qu'il suit :

« Le capital social est fixé à la somme de 526.683 euros, divisé en 526.683 parts sociales d'un euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées et réparties comme suit, compte tenu des annulations et des différentes cessions intervenues :

Mme Marie-Stéphanie Descotes-Genon	50.000 parts
Mme Virginie Rissel	25.000 parts
Mme Cécile Cognon-Bourdieu	5.000 parts
M. Philippe Jallet	50.000 parts
M. Frédéric Villiers-Moriamé	346.688 parts
Saint Germain Audit Holding	49.995 parts
Total	526.683 parts

[...] ».

Le reste de l'article 9 demeure inchangé.

CINQUIEME DECISION (Pouvoir pour les formalités)

Conformément à la décision de l'assemblée générale du 10 novembre 2017, tous pouvoirs sont donnés à Maryse BITTON- SNCM MEGAIDES, Mandataire en Formalités, 1 Avenue de la Résistance - 93341 Le Raincy Cedex à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

De tout ce qui précède il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé pour servir et valoir ce que de droit.



Frédéric Villiers-Moriamé

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 15-01-2018

N° DE DEPOT : 2018R004376

N° GESTION : 1986B09849

N° SIREN : 334735438

DENOMINATION : SAINT GERMAIN AUDIT

ADRESSE : 32 rue de Paradis 75010 Paris

DATE D'ACTE : 26-12-2017

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

Saint-Germain Audit

société de commissariat aux comptes et d'expertise comptable

SARL au capital de 526.683 € • 32, rue de Paradis 75010 Paris
RCS Paris 334 735 438 • Identification CEE FR 52334735438
Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris
Tableau de l'ordre des experts-comptables de Paris
Téléphone 01 56 24 99 73 • Télécopie 01 56 24 99 72
www.saint-germain-audit.com



STATUTS A JOUR AU 26 DECEMBRE 2017

ARTICLE 1 - FORME

La société est une société à responsabilité limitée régie par les dispositions législatives ou réglementaires concernant cette forme de société et celles régissant les professions de commissaire aux comptes et d'expert-comptable ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger l'exercice des professions de commissaire aux comptes et d'expert-comptable telles qu'elles sont définies par les textes législatifs et réglementaires.

Elle peut réaliser toutes les opérations compatibles avec cet objet, s'y rapportant et contribuant à sa réalisation.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La société a pour dénomination sociale : « Saint-Germain Audit »

Tous les actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « SARL », de l'énonciation du capital social et du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La dénomination sociale est toujours accompagnée de la mention : « Société de commissariat aux comptes et d'expertise comptable » et de l'indication de l'inscription à la compagnie régionale des commissaires aux comptes et au tableau de l'ordre régional des experts-comptables.

ARTICLE 4 - SIEGE

Le siège social est fixé : « 32, rue de Paradis 75010 Paris »

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

ARTICLE 7 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés commissaires aux comptes et experts-comptables, et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par les associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation à une clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.



Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résilier ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales.

ARTICLE 8 - APPORTS

Il a été apporté, à la constitution de la société, par les associés d'origine des apports en numéraire correspondant au montant nominal de 100 actions de FRF 500 chacune, qui composent le capital. Les fonds, soit FRF 50 000, ont été déposés à un compte ouvert au nom de la société en formation au Crédit Commercial de France le 10 janvier 1986, 2 carrefour de l'Odéon 75006 Paris, ainsi qu'il en est justifié par le certificat établi par le dépositaire des fonds.

Par décision de l'assemblée tenue le 6 février 2001, le capital a été augmenté de 15.595,70 francs puis converti en euros, soit 10.000 euros. Les fonds ont été déposés au Crédit Lyonnais, 46 rue du Bac 75007 Paris, ainsi qu'il en est justifié par le certificat établi par le dépositaire des fonds.

Par décision de l'assemblée tenue le 30 juin 2010, le capital a été augmenté de 90.000 euros par prélèvement sur le compte report à nouveau, pour le porter de 10.000 euros à 100.000 euros.

Par décision de l'assemblée tenue le 28 janvier 2016, le capital a été augmenté de 400.000 euros par prélèvement sur le compte report à nouveau, pour le porter de 100.000 euros à 500.000 euros.

Par décision de l'assemblée tenue le 30 juin 2017, le capital social a été augmenté d'un montant de 49.995 euros par émission de 49.995 parts sociales nouvelles souscrites en totalité et entièrement libérées.

Par décision du 26 décembre 2017, la Gérance a constaté la réalisation d'une réduction de capital d'un montant de 23 312 euros par voie de rachat de 23 312 parts sociales à la suite de la décision de réduction du capital social de l'assemblée tenue le 10 novembre 2017.

ARTICLE 9 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 526.683 euros, divisé en 526.683 parts sociales d'un euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées et réparties comme suit, compte tenu des annulations et des différentes cessions intervenues :

Mme Marie-Stéphanie Descotes-Genon	50.000 parts
Mme Virginie Rissel	25.000 parts
Mme Cécile Cognon-Bourdieu	5.000 parts
M. Philippe Jallet	50.000 parts
M. Frédéric Villiers-Moriamé	346.688 parts
Saint Germain Audit Holding	49.995 parts
Total	526.683 parts

Si changement il y a dans la répartition du capital, la liste des associés sera communiquée à la compagnie régionale des commissaires aux comptes et à l'ordre régional des experts-comptables.

Les trois quarts des parts (usufruit et nue-propriété) doivent être détenues par des commissaires aux comptes inscrits à la compagnie des commissaires aux comptes.

Si une autre société de commissaires aux comptes vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci ne seront prises en compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalant à celle des parts que les commissaires aux comptes détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts composant le capital.

Les trois quarts des parts (usufruit et nue-propriété) doivent être détenues par des experts comptables inscrits au tableau de l'ordre.

Si une autre société d'expertise comptable vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci ne seront prises en compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalant à celle des parts que les experts comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts composant le capital.

Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisés par la Loi. Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par les associés conformément à l'article 12 des statuts.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme. En cas d'inobservation de ces dispositions, tout

intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 11 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de l'associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

ARTICLE 12 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Les cessions de parts doivent être constatées par écrit. La cession (usufruit ou nue-propriété) ne peut être réalisée qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. L'agrément préalable est appliqué à toutes les cessions entre vifs, à l'exception de celles qui sont réalisées au profit d'un associé, d'un conjoint d'un associé et entre ascendants et descendants d'un associé. Le projet de cession est notifié à chaque associé par lettre recommandée avec accusé de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession de parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui a été fait signifier par lettre recommandée avec accusé de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de la valeur nominale.

La même procédure d'agrément s'applique en cas de transmission par décès, même si l'héritier est déjà par ailleurs associé.

ARTICLE 13 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié de la compagnie des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est devenue définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées préalablement pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

Le professionnel associé radié du tableau des experts-comptables cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est devenue définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées préalablement pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions des associés sont prises en Assemblée Générale. Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts. Les Assemblées Générales Extraordinaires sont celles qui sont appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés : toutefois, une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction de capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émarginée par les membres de l'assemblée. Le procès-verbal de l'assemblée peut en tenir lieu lorsqu'il est signé par tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" et "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 15 - MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis.

La majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélatrice de l'article des statuts où figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Si les conditions légales sont remplies, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

ARTICLE 17 - FIXATION - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le résultat de l'exercice. Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la "réserve légale" est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau. Le solde, s'il en existe, est réparti proportionnellement au nombre de parts sociales.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites à un compte particulier figurant au passif du bilan pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, ou apurées par les réserves.

ARTICLE 18 - CONTESTATIONS

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président de la compagnie des commissaires aux comptes ou du Président du conseil régional de l'ordre des experts-comptables.

En cas de contestation entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, les intéressés s'efforceront avant tout recours contentieux de faire accepter, selon leur choix, l'arbitrage du Président de la compagnie des commissaires aux comptes ou du Président du conseil régional de l'ordre des experts-comptables.

Fait à Paris, le 26 décembre 2017

Certifiés conformes
Vill.